

LA DISSIDENCE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Geneviève Mourin-Léveillé

S.E.R. | « Études »

2011/5 Tome 414 | pages 595 à 606

ISSN 0014-1941

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-etudes-2011-5-page-595.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

© S.E.R.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La dissidence en République tchèque

GENEVIÈVE MOURIN-LÉVEILLÉ

La dissidence politique fut à l'ordre du jour le temps de commémorer la disparition du rideau de fer. Les bilans ont été faits de ces vingt années écoulées depuis la fin des régimes communistes totalitaires. Les jeunes, tout juste nés à cette époque, reconnaissent encore l'importance de ces événements auxquels ils doivent de vivre en démocratie dans une société ouverte à une pluralité d'opinions, proposant diverses possibilités d'étude et de travail, d'être libres de circuler et de voyager. Comment leurs parents avaient-ils vécu avant 1989 ? Gênante, la question n'est pas toujours abordée dans les familles. Qui en effet a été victime du système ? Qui l'a subi passivement ou y a collaboré, cédant à la peur et à la menace de perdre son emploi, d'être inquiet sans cesse, voire emprisonné ? Qui a résisté au pouvoir oppressif et s'y est opposé ? Qui a été dissident au risque de sacrifier sa vie, ses projets, ses désirs, ses talents ? Resté flou, ce passé se heurte avec d'autant plus de complexité aux dangers de la société libérale. L'exercice de la liberté de choix est parfois plus difficile et périlleux que la soumission à de prétendues certitudes offrant des solutions simples, finalement assez séduisantes et confortables. Source de liberté, la sécurité peut aussi lui faire obstacle, lorsqu'elle se confond avec l'engourdissement et la limitation des perspectives.

Est-il si facile de sortir d'un système dominé non plus par une idéologie implacable mais par les faux-semblants et les

Professeur de philosophie.

mensonges nécessaires au maintien du pouvoir établi dont les principes n'emportent pas l'adhésion des individus? Comment résister à ce gouvernement par la peur, engendrant, derrière un calme apparent, la méfiance de tous envers tous? Refuser de sombrer dans la soumission et le fatalisme désespéré, telle a été la victoire des dissidents, défiant toute prévision. La libre parole a triomphé de la censure et des sinistres interrogatoires policiers, l'esprit critique a fait reculer les forces oppressives, l'exigence de vérité et de paix l'a emporté sur le mensonge et la violence. La dissidence politique est-elle donc à ranger dans les souvenirs d'un passé héroïque dont l'Europe jouit encore de l'héritage? Son œuvre maintenant accomplie, a-t-elle perdu sa raison d'être? Il n'en est rien. Force est de le constater: les élites politiques actuelles sont souvent très loin d'avoir adopté les idéaux de la pensée dissidente, tandis qu'il subsiste aux portes de l'Union européenne, outre des régimes fort peu démocratiques, une dictature, en Biélorussie, dans laquelle la dissidence reste d'une brûlante actualité. Les dissidents politiques n'ont pas disparu. Leur présence semble même devoir se justifier dans nos sociétés occidentales. Que se passe-t-il en ce début de troisième millénaire?

La philosophie au cœur de la démocratie

L'exemple de la République tchèque est significatif, tant par les événements qu'elle a vécus et continue de vivre, que par les analyses qu'en livrent au fur et à mesure de remarquables philosophes politiques et politiques philosophes. L'idéal humaniste de T. G. Masaryk, philosophe, devenu le premier président de la République tchécoslovaque en 1918, élu quatre fois, demeure une référence dans l'actuelle République tchèque. Son ouvrage intitulé *La Nouvelle Europe* défend la liberté de toutes les nations, petites ou grandes, unies par un même principe démocratique fondé sur le respect des valeurs morales universelles et le soutien de la population, nécessaire à la réussite de l'action politique. Au nom de ces mêmes valeurs, Jan Patočka, philosophe dissident, refusa jusqu'à la mort de céder à la peur et aux menaces du pouvoir communiste, exerçant pleinement sa responsabilité de citoyen face au système oppressif qui prétendait le contrôler. Ses *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire* cherchent à redécouvrir le sens authentique de l'existence humaine, indivi-

duelle et collective, par-delà la croyance démesurée aux vérités scientifiques et à leurs applications techniques. Engendrant le déchaînement insensé des forces matérielles et économiques, ce type de rationalisme, nouveau au xx^e siècle, a paradoxalement expulsé l'homme de lui-même pour le mettre au rang des choses extérieures qu'il croyait maîtriser et par lesquelles il se trouve maintenant dominé. Les crises politiques, économiques, financières, sont d'abord morales. Comment reconstruire *L'Europe après l'Europe*, selon le titre d'un ouvrage de Jan Patočka ? C'est bien la question qui reste posée non seulement aux économistes mais surtout aux politiques de notre époque.

Question fondamentale aussi pour Vaclav Havel, écrivain dissident bien connu, leader de la Révolution de velours en 1989, président-philosophe de la République tchécoslovaque, puis tchèque, jusqu'à l'élection de Vaclav Klaus en 2003. Reconnu comme un penseur politique majeur, confronté à la réinvention de la démocratie et d'un nouvel ordre européen, Vaclav Havel incarne, comme Masaryk, un idéal politique respecté. Respecté mais aussi raillé et critiqué à l'intérieur même de la société tchèque. Les déboires de la présidence tchèque de l'Union européenne et l'euroscpticisme de Vaclav Klaus ont encore montré le fossé qui sépare deux conceptions de l'action politique. A tel point que certains se demandent s'il est toujours pertinent de présenter Vaclav Havel comme personnalité emblématique du retour à la démocratie plutôt que Vaclav Klaus, apprécié de bon nombre de ses concitoyens et notoirement opposé à la politique havelienne. Economiste de formation, ultra-libéral voire libertaire, Vaclav Klaus fut ministre des Finances dès 1989, faisant preuve d'un grand pragmatisme en matière économique. Ni ancien dissident ni communiste, il s'est présenté comme le juge compréhensif et indulgent de l'inaction de la population face au régime totalitaire, tout en reprochant aux dissidents leur « condescendance » à l'égard de cette même population. Dans cet esprit, V. Klaus s'est employé à valoriser les anciens cadres de l'économie planifiée et des grandes industries du communisme, rendant hommage ainsi à ceux qui continuaient à travailler et le faisaient déjà sous l'ancien régime, contrairement aux dissidents. Créant son propre parti politique, le Parti civique démocrate (ODS), il rompt avec l'idéal participatif de la Révolution de velours, restreignant l'action politique aux spécialistes qui en font profes-

sion, attirant à lui des partisans avec une habileté souvent dénuée de scrupule, faisant preuve d'une admirable efficacité, parfois « à la limite de la déontologie politique », raconte V. Havel¹.

Loin de la « politique apolitique » fondée sur la vocation et le don de soi dans le seul souci de défendre la liberté, le bien commun et la vérité, cette politique « politicienne » intègre l'humiliation, la moquerie, la ruse, la corruption contre laquelle elle refuse de lutter. La légitimité du pouvoir politique n'est plus philosophique ni historique.

Le souci de l'autre, moteur de la vie politique ?

Intervenant dans un colloque à l'Université Charles de Prague, intitulé « La liberté et ses adversaires, 20 ans après 1989 »², V. Havel faisait cet aveu : « Depuis vingt ans, mon exclamation spontanée devenue un credo : “La vérité et l'amour doivent triompher du mensonge et de la haine” fait l'objet de mépris et de moquerie. Je dois dire que je trouve un certain plaisir dans le fait que ce credo irrite toujours et encore, et sans cesse, quelqu'un, depuis tout ce temps-là... » Défendre, à notre époque, l'origine morale de toute véritable politique, verse-t-il dans le « ridicule donquichottesque » ? Pas plus, répond V. Havel, qu'il n'était ridicule de lutter contre l'empire communiste. Cette lutte a abouti, malgré les sarcasmes suscités par le refus, au nom de l'éthique, de tout compromis. Aurait-il été préférable de ne pas agir par peur du ridicule, enfermé dans le scepticisme, voire le fatalisme ambiant ? Alors, le peuple tchèque aurait pu se retrouver « dans une situation pareille à celle qui existe en Biélorussie », affirme Havel dans une interview parue dans l'hebdomadaire *Respekt*³.

Il faut résister, malgré les sourires indulgents, à cette conception de la politique, initiée par Machiavel, qui en réduit la pratique à une technologie rationnelle du pouvoir, à la gestion extérieure des rapports de force. Cette prétendue objectivité impersonnelle creuse un fossé entre le monde politique et la société ; démise de sa responsabilité, la population vaque à ses occupations, de plus en plus indifférente aux discours et aux agissements politiques, au risque de basculer dans une résignation passive. L'action politique véritable ne

1. *A vrai dire. Livre de l'après-pouvoir*, Editions de l'Aube (2007), p. 254.

2. Le 16 novembre 2009.

3. *Respekt* du 3 décembre 2009, « Nous n'avons pas trahi les idéaux de la Révolution de velours mais... »

peut être impersonnelle puisqu'elle engage en même temps son acteur et les citoyens qui la cautionnent dès lors qu'ils ne tentent pas d'y résister. L'absence de ce fondement éthique prépare l'avènement de toutes sortes de totalitarismes, reposant toujours, au moins en partie, sur un auto-totalitarisme: la société se laisse enfermer dans des systèmes, des langues artificielles et des slogans politiques, dans un langage vidé de son sens, subissant les pressions de la consommation, de la production, de la publicité, de la technique, du commerce, du pouvoir répressif et ce, aussi bien à l'ouest qu'à l'est de l'Europe. Dès lors la dissidence n'est pas un mouvement exotique qui ne concernerait en rien nos démocraties occidentales, mais l'exercice de la responsabilité et de la lucidité critique face aux diktats de nos sociétés, sans lesquelles l'individu perd toute chance de se retrouver lui-même.

Submergé d'informations, de paroles et de discours souvent réduits au marketing politique ou commercial, l'homme contemporain a difficilement accès à la vérité. Alors que l'information circule en effet librement, la vérité n'a de sens qu'en relation avec celui qui s'en porte garant et n'est donc pas compatible avec l'impersonnalité des déclarations idéologiques de tous bords et les discussions sans fin qui s'ensuivent. La politique est-elle devenue l'affaire de faiseurs, de gestionnaires plus ou moins scrupuleux, de politiciens ambitieux et cyniques qui encombrant la scène médiatique? La liberté d'expression de nos démocraties a-t-elle réduit le poids de la parole au point de la dévaloriser? Là se retrouve l'exigence de la dissidence: extirper ses propres complicités avec ce que l'on dénonce, afin de ne pas sombrer dans le même bavardage. La parole reste essentielle lorsqu'elle engage la responsabilité et l'existence de celui qui la profère. Le développement extraordinaire des moyens techniques de communication ne sert à vraiment communiquer et dialoguer que si les hommes en ont la volonté. Il n'est bien sûr pas nécessaire d'être menteur, prétentieux et corrompu pour réussir en politique. Le souci de la « vie dans la vérité » et la résistance spirituelle ont prouvé leur efficacité. V. Havel ne cesse d'en porter le témoignage. La force « explosive » d'un acte éthique peut toucher, de façon imprévisible, tout être humain, créer un mouvement irrépressible dans la population, changer le climat spirituel d'une société. Certes, cette efficacité n'est pas visée à court terme et ne se mesure pas avec des sondages. Elle n'en est pas moins réelle. La politique

peut encore être définie comme « service du prochain » dans une communauté humaine où la dignité du citoyen peut se réclamer sans honte de l'amour, de la non-violence, de la tolérance ou de la compassion, valeurs fondamentales qui n'ont pas à être reléguées dans la vie « privée ».

Mais la croyance en la technique, infiltrée dans le domaine politique, s'accompagne d'une idéologie matérialiste qui unit étrangement le communisme et le capitalisme. Elle se caractérise, explique V. Havel, par le divorce croissant qui sépare la connaissance technique et la responsabilité: croyant saisir le sens véritable des choses en les décrivant, la civilisation technocratique moderne, imbue de sa rationalité, a l'orgueil de croire qu'elle peut accéder à la seule solution correcte résolvant chaque problème de notre monde. D'où son « impatience malade » et sa prétention à l'efficacité immédiate et mesurable, au détriment de la pensée critique et de l'élaboration de projets à long terme. Ce qui n'est évidemment pas sans danger. Lors d'une interview parue dans *Le Figaro*, V. Havel affirmait clairement: « C'est là le propre de l'esprit technocratique, qu'on retrouve aussi bien dans le communisme que dans le capitalisme. Il veut que tout plie à sa rationalité, sans respect pour la nature des choses, pour leur "tortuosité". Il faut sortir de cette conviction scientiste que le monde est une machine sur laquelle nous pourrions avoir un contrôle absolu. J'ai déjà eu l'occasion de le dire: plus le monde est contraint à des catégories rationnelles, plus grandes sont les explosions de l'irrationalité dont il nous surprend.⁴ » L'horreur du totalitarisme est communément admise, mais a-t-on conscience du danger de « cet esprit moderne et prétentieux » qui s'impose par le conformisme des idées en vogue, le ricanement, la culture de l'ego plus que de l'amour et de la vérité ?

Lié à la liberté, l'accès à l'économie de marché faisait partie de l'idéal de la pensée dissidente. Fondé sur la confiance réciproque et soumis aux principes de la justice, le marché est le lieu des relations et des échanges économiques entre les hommes. Au service des besoins et des désirs de la vie humaine, il ne peut pas toutefois constituer une vision du monde ni une philosophie susceptible de donner un sens à l'existence individuelle ou sociale. Erigée en dogme, devenue un objet de culte, l'économie de marché s'est mise à dominer ce qu'elle devait servir. Ce fondamentalisme du marché impose l'interprétation économique de tous les phénomènes

4. *Le Figaro* du 15 octobre 2007, « Il ne faut pas résigner à l'idée que la parole soit dévaluée ».

et pénètre tous les domaines. La rencontre historique de la dictature et de la société de consommation avait conduit à ce que V. Havel appelle le « post-totalitarisme », favorisant l'effritement de la vie sociale au profit d'un repli sur la sphère privée, chacun s'employant à accroître son accès à la consommation, devenant à la fois victime et support du système; système qui n'est plus seulement un ordre imposé par un pouvoir dominant, mais qui traverse toute la société, contribuant donc elle-même à le créer et à l'entretenir.

L'accroissement progressif en Europe de l'est de ce culte de la consommation, de la « croissance de la croissance », des bénéfices pour les bénéfiques, n'est autre, selon V. Havel, que le miroir de la crise actuelle de notre civilisation. Tout se passe comme si chaque individu, complice, adhère au système qui, pourtant, exige de lui de n'être pas tout à fait lui-même, de se contenter souvent de « faire semblant », persuadé qu'il est impossible désormais de changer cet ordre des choses. Plus ou moins conscient d'un danger omniprésent auquel il faut s'accoutumer, soucieux de préserver ce qui pourrait être menacé, l'individu cherche à s'adapter à ce monde extérieur pour assurer son existence. L'identité profonde de la personne est repoussée au profit d'une acceptation apparente du système: tel est le ressort du totalitarisme qui réprime donc ou endort toute quête du sens et de la vérité des choses aussi bien que des relations humaines. La vie ne vaut plus que par son auto-consommation et l'on renonce à répondre personnellement d'un sens qui la dépasserait. Le système se donne comme totalité de la vie humaine, soumise à son pouvoir impersonnel.

C'est par la libération de ce système que passe la responsabilité du citoyen, dégagé des pressions et des mécanismes de cette totalité; quête toujours à reprendre de la liberté intérieure, qui est la condition de possibilité de tout acte politique véritable. Notre responsabilité naît lorsque nous regardons le visage de l'Autre, disait déjà Emmanuel Lévinas, ce juif lituanien devenu philosophe français après avoir fait ses études en Allemagne. La redécouverte de la responsabilité universelle de l'homme occidental n'est pas affaire de croissance économique ni de domination. Elle se situe d'abord dans le changement personnel, préalable à tout changement politique. Telle est bien la base de l'action dissidente: le changement commence par soi. Ainsi peut naître, progressivement et sans violence, dans la société civile, un

espace public libre qui soit un lieu de résistance là où l'on vit, dans les enjeux les plus quotidiens de l'existence. La société civile apparaît comme le lieu privilégié de l'acte politique, loin des principes idéologiques ou des crispations identitaires nationalistes.

La construction européenne, un projet de paix fondée sur la justice ?

L'Europe, qui vit depuis une soixantaine d'années sans conflit militaire, la guerre en ex-Yougoslavie mise à part, pourrait devenir « l'exemple d'un ordre pacifique et politiquement juste sur le continent; elle peut aussi donner l'exemple quant au respect de ses traditions, de sa culture, de ses paysages, de ses ressources⁵ ». Loin de menacer les identités nationales, comme le pensent les eurosceptiques, l'Union européenne peut au contraire les protéger face à la mondialisation; à condition toutefois, estime V. Havel, qu'elle ne se limite pas à une civilisation de la croissance et de la consommation, technocratique et bureaucratique, à laquelle les Européens ne peuvent s'identifier. Bien plus qu'une simple union commerciale, l'Europe doit être une communauté dotée d'une autre vision que la direction de la civilisation mondialisée consumériste dans laquelle elle semble se laisser entraîner. C'est cette civilisation qui exerce une pression uniformisante, abrutissante et destructrice des identités tant nationales que particulières ou individuelles, par son diktat omniprésent, dissimulé sous l'offre simulatrice de la diversité. L'usage qui est fait en ce sens des technologies, et notamment de l'informatique, concentre progressivement l'humanité dans le même espace, d'où le danger des révoltes particularistes, voire terroristes. La réalité d'une humanité de plus en plus interconnectée peut aussi favoriser l'épanouissement de la grande famille humaine, issue de la volonté de chacun et non plus produite par des forces impersonnelles anonymes. Car l'unité relationnelle réelle entre les hommes se situe dans la recherche commune de la vérité et de la justice, la course aux profits étant au contraire source des conflits. Tel peut être aussi l'usage des médias, compris comme moyens d'interaction au service d'une véritable communion entre les hommes, telle que personne ne se sente « étranger » sur cette terre.

5. *A vrai dire. Livre de l'après pouvoir, op. cit.*, p. 384-385.

6. Le 25 novembre 2009 à Prague : « Fallait-il interdire le Parti communiste, après novembre 1989 ? »

Participant à un colloque organisé à l'occasion du vingtième anniversaire de la Révolution de velours⁶, le journaliste et ancien dissident Jan Urban livrait cette analyse : « Le plus grand désir de chaque société post-conflit, indépendamment de sa situation culturelle, religieuse ou géographique, c'est d'avoir un sentiment de justice. Ce sentiment passe bien avant la réforme économique, pour le moins au début. Ce n'est pas de punition dont il retournait dans cette affaire : c'est de vérité. Dire à voix haute ce qui s'était passé dans ce pays. Toute révolution qui ne parvient pas à redéfinir les notions du bien et du mal et appeler les choses par leur vrai nom, manque l'opportunité. Quant à moi, je le considère comme le plus grand échec de 1989. » Il convient donc de rechercher les vraies causes. L'origine de la crise identitaire de l'Europe ou des nations se situe non pas dans leur projet d'union, mais bien dans la crise de notre civilisation. Refuser cette prise de conscience risque de favoriser les mouvements nationalistes et populistes, contraires à une authentique liberté des peuples.

Le 8 octobre 2010, le prix Nobel de la paix fut attribué au dissident chinois Liu Xiabo, emprisonné pour être l'un des cosignataires de la « Charte 08 » réclamant la démocratisation de la Chine, suivant le modèle de la « Charte 77 », destinée selon ses auteurs en tête desquels, on le sait, figuraient Jan Patočka et Vaclav Havel, à protéger les droits de l'homme dans la Tchécoslovaquie communiste de 1977. Soutenant de longue date cette candidature, V. Havel rendit hommage au comité Nobel norvégien qui refusa de se laisser intimider par un avertissement chinois et de privilégier les intérêts économiques au détriment des droits de l'homme.

La défense de la démocratie reste bien une question d'actualité, et avec elle la pensée dissidente. « J'ai constaté, écrit V. Havel, à quel point le soutien international est important pour le combat en faveur des droits de l'homme. C'est là que je ressens l'obligation de m'engager. Je participe à des rencontres de dissidents de plusieurs pays (Birmanie, Cuba, Biélorussie, Iran...). Je les rencontre fréquemment et je fais partie de différents comités de soutien. Telle est ma mission.⁷ » *Le Monde* du 23 septembre 2009 se faisait l'écho d'une pétition signée notamment, outre de V. Havel, des leaders de Solidarnosc et de quelques hommes politiques et philosophes : célébrer ou déplorer les événements du passé ne présente aucun intérêt, expliquent-ils, si l'on n'en tire aucun enseignement pour l'action politique présente et à venir. Or

7. *L'Express* du 14 août 2008 : « L'intégration de l'Europe doit continuer ».

« un nouveau mur se construit en Europe, sur le territoire souverain de la Géorgie ». La vocation de l'Union européenne est de résister à cette remise en cause de la liberté des peuples. « Il en va de l'avenir de cette aventure, à laquelle nous avons consacré nos vies et nos œuvres, la réunification pacifique du continent européen », concluent les signataires.

Il ne s'agit certes pas de revenir à une quelconque guerre froide ni à une confrontation avec le pouvoir russe par exemple, mais d'envoyer des signaux contre une nouvelle forme d'entité bureaucratique et de manipulation générale, un nouveau type très sophistiqué de dictature, qui peut s'instaurer en dépit des attributs extérieurs de la démocratie. Cette question a été évoquée lors de la conférence internationale sur « La liberté et ses adversaires » à l'université Charles de Prague⁸. Elle montre que « l'ère des dictatures et des régimes totalitaires n'est pas terminée, mais que de nouvelles formes beaucoup plus sophistiquées de domination de la société sont en train de naître, ce qui exige toute notre vigilance, prudence et prévoyance », a souligné V. Havel. Ni pur nationalisme, ni communisme, ce nouveau régime va de pair avec une certaine expansion économique, formant un système clos dont il n'est plus possible de violer les règles, sous peine de répression. De nouvelles formes de violence menacent donc encore nos démocraties et la paix, on le sait, n'est jamais définitivement acquise. Comment la préserver ? En entretenant, entre les nations, des relations amicales mais exigeantes fondées sur la liberté de parole et le respect des principes de la démocratie, fût-ce au détriment de quelques marchés et profits économiques. Aucune amitié, y compris entre les peuples, ne persiste si l'on garde « les lèvres serrées ».

Dans une Europe déchirée déjà par des guerres de religion et non pas encore par de prétendus impératifs économiques, Erasme entreprend de faire l'*Eloge de la folie*. Sans doute l'Europe sera-t-elle reconstruite par ceux qui auront le courage d'être fous, de « constituer peu à peu une communauté paneuropéenne des fous » selon l'expression de V. Havel, recevant le prix Erasme, en 1986, à Rotterdam où il lui fut interdit de se rendre. Etre assez fou pour ébranler la rationalité technocratique des bureaucrates et des économistes au pouvoir, pour redonner droit de cité à l'enthousiasme, à la solidarité, à l'altruisme face au nihilisme passif qui occulte les valeurs spirituelles millénaires dont est issue

8. Du 16 novembre 2009.

la civilisation européenne. Telle peut être aussi la vocation de l'art et de la culture pour lesquels s'offrent de multiples possibilités dans le nouvel espace européen naissant.

L'art et la culture comme libre création de l'identité des peuples

Un projet théâtral en cours de réalisation en 2009 et 2010, au théâtre *Husa na provazku* (« Oie à la ficelle ») de Prague, illustre le rôle essentiel de la création artistique dans l'identité des peuples. Son réalisateur, Vladimir Moravek, s'exprime ainsi: « Nous disons tout à fait sérieusement qu'une grande régénération morale attend ce pays dans l'avenir, une sorte de résurrection spirituelle... Et nous croyons que le projet *Perversion en Tchéquie* pourrait constituer un aspect important de ce grand mouvement social⁹. » La troisième et dernière partie de ce projet, *La mer tchèque*, montre « comment on vit dans un pays où, comme dit le président Klaus, on n'a jamais vécu mieux, où il est désormais possible de voyager où l'on veut et acheter ce que l'on veut – mais où, de temps en temps, il se trouve tout de même quelqu'un qui ait envie de braquer une arme sur la tête d'un conducteur de tram en hurlant: “emmène-moi au bord de la mer. Instantanément. Maintenant!”¹⁰ » Que symbolise la mer pour ce pays du cœur de l'Europe qui ne dispose d'aucune côte? Les rails d'une ligne de tram pourraient-ils accéder à ce nouvel horizon? A cette réalisation théâtrale est associée, sous le titre *Aube en Tchéquie*, une série de débats, auxquels participent, au Cabinet Havel, des écrivains, politiques et philosophes posant les questions toujours pressantes de la liberté, des valeurs humaines et de la solidarité. Ces questions seront aussi celles de la nouvelle *Caravane Mir* (« Paix ») – cet ensemble de dix compagnies théâtrales transeuropéennes – qui, vingt ans après avoir franchi de Moscou à Paris cet obstacle pourtant infranchissable qu'était le mur de Berlin, s'efforce de traverser de Paris à Moscou d'autres murs économiques, culturels, politiques, qui, pour ne plus suivre les frontières, n'en sont pas moins difficiles à franchir. *Mir Caravan* à Prague en juin 1989 a été comme la répétition générale pour la Révolution de velours, selon V. Havel.

Lors des moments cruciaux de l'histoire tchèque, le rôle des étudiants a été prédominant, l'université de Prague

9. « Le Cœur de l'Europe », *Revue de la République Tchèque*, Année XVI/2009, n°6, p. 24. *Théâtre Husa na provazku*.

10. *Idem* p. 25.

étant la matrice de ce monde culturel spécifique des pays de Bohême. Les étudiants de notre époque auront-ils la volonté, avec leurs congénères européens, de secouer l'individualisme du repli sur soi consumériste comme avait été secoué le régime communiste totalitaire? Un système économique-politique peut entraver, ligoter, limiter la liberté individuelle, conduire à l'enfermer dans un égoïsme finalement décevant et stérile. Il ne peut asservir pour très longtemps un peuple, tant est puissant en l'être humain le désir de mener une existence sensée et créatrice. Telle est l'espérance de la pensée dissidente.

GENEVIÈVE MOURIN-LÉVEILLÉ



Retrouvez les articles
sur l'Europe
accessibles depuis
le planisphère sur
www.revue-etudes.com